

Le tunnel Lyon-Turin menacé par la nouvelle coalition italienne

En Italie, la coalition populiste compte revenir sur le financement du fameux tunnel Lyon-Turin. Les travaux ont pourtant déjà commencé. Des milliards d'euros sont en jeu.

La nouvelle coalition italienne menace de se retirer du projet du tunnel Lyon-Turin

Luigi di Maio, le nouvel homme fort de l'Italie, rétorque dans le projet du tunnel Lyon-Turin. Ainsi, le futur gouvernement de coalition italien menacé par la Ligue et le Mouvement 5 étoiles souhaite mettre un terme à cette ligne imaginée pour désengorger les vallées des Alpes de camions, et qui passe sous la montagne. À partir de 2028, elle est censée transporter 40 millions de tonnes de marchandises par an entre la France et l'Italie.

Ainsi, tout pourrait s'arrêter après dix ans de négociations de trente ans et déjà quatre ans de travaux. En effet, la nouvelle coalition au pouvoir qui réunit le Mouvement Cinq étoiles (M5S) et la Ligue a inclus dans son programme de gouvernement la renégociation de cette liaison dont le chantier majeur est le tunnel de 57 km entre la vallée de la Maurienne (Savoie) et le Val de Susse (dans le Piémont italien). Cet ouvrage doit pourtant à la fois accélérer les liaisons passagers et transférer le transport de fret de la route vers le rail.

Un projet trop coûteux et inutile

Luigi Di Maio, chef de file du M5S, a imposé à la Ligue (extrême droite) le principe d'une renégociation de cet axe ferroviaire. Son mouvement a participé durant le week-end de Pentecôte à une manifestation de protestation de milliers de personnes dans la Vallée de Susse (Alpes italiennes), contre ce projet d'un coût de 8,6 milliards d'euros - financé à hauteur de 25 % par la France, 35 % pour l'Italie et 40 % pour l'Union européenne. Mais l'Italie doit savoir que si elle souhaite se retirer de ce chantier, elle devra payer une pénalité d'environ 2,5 milliards d'euros.

Pour rappel, 22 kilomètres de galeries ont déjà été percés. 400 salariés y travaillent. Certains se disent inquiets. Selon le Mouvement 5 étoiles, ce projet à 8,5 milliards d'euros serait trop coûteux, mais surtout inutile. C'est aussi l'avis de certains opposants historiques français. Selon eux, les infrastructures existantes suffisent. Si Luigi Di Maio s'oppose donc au Lyon-Turin, son partenaire dans la coalition, la Ligue a une opinion bien moins tranchée. « Il me semble que sur la ligne à grande vitesse Lyon-Turin, une réflexion est en cours également de l'autre côté des Alpes (en France) », avait déclaré le chef de la Ligue, Matteo Salvini mi-mai 2018. « Nous ne créons pas un gouvernement pour démonter ou pour endommager (...). S'il y a des considérations en cours en France, il me semble nécessaire que nous fassions de même », avait-il ajouté. Reste à savoir qui fera entendre raison à l'autre dans ce dossier sensible.